



Le 20 novembre dernier, les trois grands syndicats nationaux OGBL, CGFP et LCGB se sont exprimés contre le projet de budget et le „paquet pour l'avenir“ du gouvernement et ont laissé entrevoir des actions syndicales massives. Sur ce, le gouvernement a invité les représentants des salariés à la table des négociations.

Après trois réunions, le gouvernement et les syndicats ont pu trouver, le 28 novembre dernier, un accord, engendrant un certain nombre de modifications au niveau du „Zukunftspak“.

L'accord entre gouvernement et syndicats englobe en tout 13 modifications ponctuelles:

- **Politique familiale:**

- Revenu minimum garanti (RMG):

Le montant exonéré dans le cadre d'une succession directe pour des personnes bénéficiaires du RMG aurait, selon le „Zukunftspak“ initial, dû être ramené de 230.589 euros à 50.000 euros (non soumis à l'indice). Dès à présent le gouvernement renonce à ce projet.

- Congé parental:

Le congé parental sera flexibilisé au cours de l'année 2015 et l'indemnité y relative augmentée jusqu'au montant du salaire social minimum non qualifié, ce qui correspond à l'heure actuelle à une augmentation de 1778,31 à 1921,03 euros.

En plus, le gouvernement s'est engagé à adapter périodiquement les prestations familiales en nature et en espèces en tenant compte de leur évolution par rapport au salaire médian. Dès qu'un écart encore à définir est constaté, une adaptation est déclenchée au 1er janvier de l'année suivante.

- **Politique de l'emploi**

- Mesures temporaires en matière d'indemnités de chômage:

Officiellement les mesures temporaires visant la prolongation du paiement des indemnités de chômage auraient dû arriver à terme fin 2015. Suite à l'accord, le gouvernement va évaluer les mesures au plus tard début septembre 2015. En absence d'amélioration significative de la situation sur le marché du travail, le gouvernement proposera une reconduction des mesures temporaires.

- Mesures temporaires en matière de chômage partiel:

A l'instar des mesures précitées, le gouvernement propose une évaluation en 2015 des mesures temporaires permettant d'utiliser le chômage partiel en tant qu'instrument de crise.

En principe, ces mesures n'auraient pas dû être prolongées au-delà du 31 décembre 2015. A défaut d'amélioration de la conjoncture, elles seront reconduites.

- Aide temporaire au réemploi:

L'aide au réemploi sera réformée dans le sens que le salaire plus l'aide au réemploi doivent garantir 90% du salaire précédent (resp. le montant résultant du plafond de 3,5 fois le salaire social minimum). L'aide au réemploi ne pourra dépasser 50% du salaire payé par l'employeur et reste limitée à une durée maximale de 4 ans.

- Preretraite solidarité:

La préretraite-solidarité est une disposition sociale qui permet au salarié de demander à l'employeur de consentir à la résiliation de son contrat de travail et de bénéficier du versement de l'indemnité de préretraite sous certaines conditions. Cette forme de préretraite (à ne pas confondre avec la pension de vieillesse anticipée) sera abolie. Les dispositions y relatives contenues dans les contrats collectifs et conventions resteront d'application pour une durée maximale de trois ans à compter de la signature.

Le gouvernement s'engage à améliorer, parallèlement à l'abolition de la préretraite solidarité, la préretraite progressive et notamment la préretraite postée.

A l'instar de ce qui est prévu dans la fonction publique, le gouvernement proposera au cours du premier semestre de 2015 un projet de loi qui permettra de prendre une retraite partielle combinée avec un travail à temps partiel.

• **Fiscalité:**

- Contribution de 0,5%:

La contribution de 0,5% des revenus initialement prévue et destinée à financer les améliorations de la prise en charge des enfants, sera remplacée par un « impôt d'équilibrage budgétaire temporaire ». « Temporaire » pour la raison que cet impôt ne sera prélevé que jusqu'à l'entrée en vigueur d'une réforme fiscale globale (cf. plus bas).

La somme exonérée ne sera pas égale à un quart mais à un salaire social minimum complet. De plus, le gouvernement introduira en accord avec les syndicats, un projet de loi proposant une augmentation du salaire social minimum de 0,1% conformément aux mécanismes existants.

- Réforme fiscale globale:

Une réforme fiscale globale entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017. Les partenaires sociaux seront pleinement impliqués dès les premières étapes de la préparation de la réforme.

• **Sécurité sociale:**

- Contrat de travail en cas de maladie prolongée:

En cas de maladie prolongée avec perspectives de réintégration sur l'ancien poste de travail, le contrat de travail sera maintenu.

- Prestations:

Le Gouvernement s'engage à éviter toute réduction des prestations (tout comme une extension de la participation de la part des assurés).

Aucune réduction des prestations de l'assurance maladie-maternité n'est prévue.

L'assurance dépendance sera réformée avec pour ligne directrice une application plus efficiente des critères d'octroi des prestations. L'ambition sera de détecter des potentiels d'économies, tout en assurant des soins de qualité en conformité avec les principes fondamentaux de l'assurance dépendance.

- Cotisations:

Le gouvernement s'engage aussi bien pour l'assurance maladie-maternité, que pour l'assurance dépendance, de ne procéder à une hausse des cotisations sociales qu'en cas de nécessité avérée. Or la situation est telle que pour les deux régimes en question les budgets prévisionnels seront équilibrés à court et à moyen terme.

S'agissant de l'assurance pension aucune augmentation du taux de cotisation n'est à considérer à court et à moyen terme, et ceci suite à l'équilibre favorable entre dépenses de prestations et de recettes de cotisations et de produits financiers résultant de la réserve de compensation du régime.

• **Fonction publique:**

- Réforme et accord salarial dans le secteur hospitalier et le secteur des aides et de soins:

La réforme et l'accord salarial dans la fonction publique seront transposés dans le secteur hospitalier et le secteur des aides et de soins dans le cadre des conventions collectives respectives.

- „Trimestre de faveur“ et proratisation du traitement dans le contexte des droits de pensions:

La date de la mise en vigueur de l'abolition du trimestre de faveur et de la proratisation du traitement pour les fonctionnaires et employés de l'Etat faisant valoir leurs droits à la pension, sera repoussée du 1er janvier au 1er mai 2015.

➤ **Impact budgétaire de l'accord entre gouvernement et syndicats:**

Selon le projet de budget initial, le déficit de l'administration publique pour 2015 auraient dû atteindre 511,2 millions d'euros. Le projet amendé affiche un déficit de 568,4 millions d'euros pour l'année à venir. L'impact budgétaire des mesures renégociées s'élève par conséquent à 57,2 millions d'euros, ce qui équivaut à environ 10% des mesures de consolidation budgétaire.

• **Position de l'LSAP:**

Le LSAP se félicite que le gouvernement et les syndicats aient trouvé un accord dans l'esprit d'un paquet de mesures socialement équilibré. Le résultat des négociations montre clairement que le dialogue sociale fonctionne (toujours) au Luxembourg.

Le LSAP rappelle que le renouveau du dialogue social fut une de ses revendications centrales au cours de la campagne électorale de 2013. C'est la raison pour laquelle le LSAP soutient le gouvernement dans sa volonté de miser à l'avenir davantage sur le dialogue social et de mieux se concerter avec les partenaires sociaux en vue des prises de décisions (quatre rendez-vous annuels « fixes » ont d'ores et déjà été décidés).

Avec l'accord précité, le paquet budgétaire pour 2015 sera socialement plus équitable sans pour autant que le gouvernement ne perde de vue son objectif d'assainissement des finances publiques à moyen terme tout en conservant le pouvoir d'achat et en maintenant le taux d'investissement à un niveau élevé.